

DOSSIER

**LES VALEURS
DE LA RÉPUBLIQUE
ET L'ISLAM**

LES TENTATIVES D'ORGANISATION DU CULTE MUSULMAN EN FRANCE AU PRISME DU PRINCIPE DE LAÏCITÉ

Pierre-Henri PRÉLOT

Université de Cergy-Pontoise

RÉSUMÉ

Depuis une vingtaine d'années, les pouvoirs publics cherchent à organiser institutionnellement le culte musulman, afin d'en permettre la pratique paisible et de favoriser l'intégration des citoyens musulmans dans la communauté nationale. Cette politique n'est pas sans évoquer le régime des cultes reconnus tel qu'il fonctionnait au XIX^e siècle, et qui assurait à l'État un contrôle social sur les forces religieuses. Pour autant, les efforts d'organisation du culte musulman s'inscrivent aujourd'hui dans le cadre juridique de la laïcité, qui astreint les pouvoirs publics à une obligation de neutralité et leur impose de respecter l'autocompréhension des religions. L'objet de la présente réflexion est précisément de démontrer que ces efforts s'inscrivent en cohérence avec l'exigence de laïcité qui implique la garantie de la liberté de religion dans le respect de l'ordre public.

ABSTRACT

For the past twenty years, the public authorities have sought to institutionally organize Islam in order to enable its peaceful practice and thereby promote the integration of Muslim citizens into the national community. This policy is not without evoking the regime of recognized religious bodies as it functioned in the nineteenth century, and which provided the State with social control over religious forces. However, efforts to organize the Muslim faith are now part of the legal framework of *laïcité*, which obliges the public authorities to be neutral and to respect the self-determination of religions. Our purpose is precisely to demonstrate that these efforts are consistent with the requirement of *laïcité*, which implies guaranteeing freedom of religion within the bounds of public order.

L'ORGANISATION DU CULTE MUSULMAN: UN REGARD DE PRATICIEN ADMINISTRATIF

Didier LESCHI

Ancien chef du Bureau central des cultes

Membre du conseil d'orientation de la Fondation de l'islam de France

RÉSUMÉ

Depuis 1989, les pouvoirs publics incitent les responsables culturels musulmans à prendre en main les conditions d'exercice de leur culte. Cependant, la représentation institutionnelle de l'islam de France demeure instable et peu reconnue par les fidèles, et la mise en place d'une formation théologique de qualité pour les imams a du mal à aboutir. À cela deux raisons essentielles: l'incapacité à sortir d'un système d'allégeance avec les pays d'origine et la faible légitimité d'intellectuels qui n'arrivent pas à produire une théologie de l'altérité. Même si, grâce aux efforts de l'Administration, la situation des fidèles s'est considérablement améliorée, la situation de l'islam de France est de plus en plus marquée par le développement de comportements littéralistes qui visent à remettre en cause nos compromis sociétaux.

ABSTRACT

Since 1989, the public authorities have been encouraging Muslim religious leaders to supervise the practice of their religion. However, the institutional representation of the Islam of France remains unstable and misrecognized by the faithful, and the implementation of a theological training for imams is difficult to achieve. There are two main reasons: the weight of a system of allegiance with the countries of origin and the weak legitimacy of intellectuals unable to provide a theology of otherness. Thanks to the efforts of the Administration, the situation of the faithful has significantly improved. However, the situation of Islam in France is increasingly marked by the development of literalistic behavior aimed at challenging our societal compromises.

L'ISLAM, LE JUGE ET LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Anne FORNEROD

Université de Strasbourg / CNRS, Droit, Religion, Entreprise et Société (DRES)

RÉSUMÉ

Culte parmi d'autres dans une République laïque, l'islam demeure pourtant parfois associé à une part d'extranéité. Cette association s'observe dans le contentieux de la nationalité qui conduit le juge à mettre en relation les pratiques religieuses musulmanes des candidats à l'acquisition de la nationalité française et le respect de valeurs républicaines. Or, le contentieux récent lié à la législation visant à lutter contre le terrorisme présente sur ce point des similitudes terminologiques avec le précédent que cet article propose de mettre en lumière.

ABSTRACT

While, in a secular Republic, the Muslim faith should be a denomination among others, it is nevertheless sometimes associated with "foreignness". This association is observed in the nationality caselaw which leads the courts to relate the Muslim religious practices of candidates to the acquisition of French nationality and respect for republican values. However, recent cases related to anti-terrorism legislation look similar in terminology to the precedent, a similarity that this article intends to highlight.

VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET ISLAM À MAYOTTE

Mathilde PHILIP-GAY

Université Jean Moulin Lyon 3, Équipe de droit public de Lyon (EDPL)

RÉSUMÉ

Mayotte cultive sa singularité, y compris culturelle, puisque 95 % de sa population est musulmane. Afin de préparer la départementalisation, le législateur a d'abord imposé les valeurs républicaines, par une transformation profonde du statut personnel de droit local et la suppression de la justice cadiale. Depuis, le département de Mayotte est intégré dans le plan national de formation aux valeurs de la République, et une nouvelle forme de conciliation entre valeurs universelles et valeurs singulières apparaît progressivement. Toutefois, pour éviter la déliquescence de ces valeurs, deux repères propres à cette société doivent être maintenus : les cadis, en tant que médiateurs sociaux, et son caractère matriarcal. Il est aussi nécessaire de garantir l'application à Mayotte de l'ensemble des principes constitutionnels.

ABSTRACT

Mayotte, a French island located in the Indian Ocean, has always striven for maintaining its cultural identity and particularly its Islamic customary law. In order to prepare the department status, the legislator first imposed constitutional values, among others by changing the personal status and by suppressing the *cadi* courts. Since then, Mayotte has been integrated into the national plan for training in the French republican values and a new form of reconciliation between universal and singular values is gradually emerging. However, to avoid the failing of those singular values, priority attention needs to be given in ensuring *cadi's* key role as a mediator and, also, in providing support to the matriarchal tradition by giving women some special status. It is also necessary to ensure that all constitutional principles are implemented in Mayotte.

ISLAM ET VALEURS: L'EXPÉRIENCE ITALIENNE

Alessandro FERRARI

Università degli Studi dell'Insubria

RÉSUMÉ

L'article analyse l'influence du « discours sur les valeurs » sur le statut juridique des musulmans en Italie. En particulier, nous nous concentrerons sur la façon dont le modèle de l'État-nation italien et l'important rôle traditionnel attribué au droit de liberté religieuse interagissent avec le retour des valeurs identitaires nationales dans la sphère publique. Seront également considérées les particularités du cas italien et les répercussions du processus de sécularisation et de l'affirmation du populisme politique sur un modèle traditionnellement sensible aux besoins religieux personnels.

ABSTRACT

This article analyzes the influence of “values discourse” on the legal status of Muslims in Italy. In particular, we will focus on how the Italian nation-state model and the important traditional role attributed to the right to religious freedom interact with the return of national identity values into the public sphere. The particularities of the Italian case and the repercussions of the process of secularization and the affirmation of political populism on a model traditionally sensitive to personal religious needs will also be considered.

VARIA

LA RELIGION CIVILE AMÉRICAINE

Candice BORDES

Allocataire de recherche en droit public, Université de Perpignan Via Domitia

RÉSUMÉ

Dans la pensée de Jean-Jacques Rousseau, la religion civile peut s'envisager comme un instrument politique garant de cohésion sociale. Dans les années 1960, les travaux du sociologue Robert N. Bellah ont montré que cet « instrument politique » est plus particulièrement visible dans la culture américaine. Aux États-Unis, la religion civile soulève de nombreuses problématiques, notamment l'articulation de deux logiques : si la religion civile contient des éléments de religiosité, elle suit également un principe de laïcité.

ABSTRACT

According to Jean-Jacques Rousseau, civil religion can be considered as a political instrument which ensures social cohesion. In the 1960s, the work of the sociologist Robert N. Bellah showed that this “political instrument” is particularly visible in American culture. In the United States, civil religion raises many issues, including the articulation of two logics: if civil religion contains elements of religiosity, it also follows a principle of secularism.

FONDEMENTS ET EFFETS SOCIO-JURIDIQUES DE LA LOI DU 18 OCTOBRE 2017 FAVORISANT LE RESPECT DE LA NEUTRALITÉ RELIGIEUSE AU QUÉBEC

David KOUSSENS et Bertrand LAVOIE

Chaire de recherche Droit, religion et laïcité / Centre d'études du religieux contemporain, Université de Sherbrooke

RÉSUMÉ

Le 18 octobre 2017, l'Assemblée nationale du Québec vote la loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes. Cet article propose une analyse socio-juridique des fondements et des effets de ce texte. Il met d'abord en lumière les réalités juridiques et sociologiques qui ont alimenté le débat sur la laïcité, et donc sur la neutralité de l'État au cours des douze dernières années. Il questionne ensuite ce que la loi reflète de la réalité sociale ou des représentations dominantes qui en sont véhiculées. Montrant, d'une part, que ce texte contribue à stabiliser une représentation associant les accommodements raisonnables au religieux, l'article soutient, d'autre part, qu'il procède d'une conception très limitative de la neutralité, réduite à la régulation de l'expression individuelle des croyances.

ABSTRACT

On October 18, 2017, the Quebec National Assembly passed the Act to foster adherence to state religious neutrality and, in particular, to provide a framework for requests for accommodations on religious grounds in certain bodies. This paper provides a socio-legal analysis of the foundations and effects of this text. First, it highlights the legal and sociological realities behind the debate on secularism, and consequently on state neutrality, over the past twelve years. He then questions what the Act reflects from social reality, or from dominant representations conveyed by it. Showing, on the one hand, that this text contributes to stabilizing a representation associating reasonable accommodations with religion, the article maintains, on the other hand, that it proceeds from a very restrictive conception of neutrality, reduced to the regulation of the individual expression of beliefs.

INTOLERANCE UNVEILED? BURKINI BANS ACROSS FRANCE

Mariëtta D.C. VAN DER TOL

PhD student, Cambridge University

RÉSUMÉ

Cet article examine l'illégalité des décisions d'interdiction du burkini en France du point de vue de la tolérance, analysant les textes juridiques et les expressions politiques des maires par rapport à des facteurs caractéristiques de la tolérance moderne – vérité, bien commun, unité extérieure, paix et ordre publics, confiance. Bien que les juridictions supérieures en France et en Europe aient tendance à défendre la liberté individuelle dans ce type de cas, les tendances locales à l'intolérance qui visent la visibilité de l'altérité dans l'espace public sont profondément préoccupantes. De telles tendances pourraient se traduire par diverses réglementations restrictives qui impliquent de se prémunir contre une régression de la liberté religieuse individuelle.

ABSTRACT

This paper qualifies the unlawfulness of the 2016 “burkini bans” in France from the perspective of toleration. It asserts that they reveal a tendency towards intolerance, evaluating the legal texts and political expressions of mayors against specific factors of early modern toleration – truth, common good, (outward) unity, public peace and order, and trust. Although higher courts in France and Europe tend to defend individual freedom in this and adjacent types of legal questions, local tendencies towards intolerance which target the visibility of otherness in the open space are profoundly concerning. Such tendencies might translate into variations of restrictive regulations, which indicate need to guard against regression in lieu of (individual) religious freedom.